

**AMR 41/071/2007**

**Mexique. Libération d'une militante indigène**

**Web**

**ÉFAI**

Au Mexique, une prisonnière d'opinion mère de cinq enfants a été remise en liberté après plus d'un an et demi passés en détention.

Magdalena García Durán, militante indigène de l'ethnie mazahua et vendeuse ambulante, a été libérée le 22 novembre après que les tribunaux eurent décidé qu'il n'existait pas d'éléments de preuve justifiant sa détention et son procès pour enlèvement et attaques contre les voies de communication.

Après sa libération, elle a remercié Amnesty International qui avait activement mené campagne en sa faveur.

Magdalena García avait été arrêtée arbitrairement à San Salvador Atenco (État de Mexico) pendant des manifestations et incarcérée le 4 mai 2006. Plusieurs policiers l'avaient jeté hors d'une camionnette et rouée de coups. Elle avait ensuite été menottée, on lui avait couvert la tête et elle avait dû s'allonger au-dessus d'autres personnes, également arrêtées, dans un véhicule en stationnement. Des policiers l'avaient plusieurs fois menacée de l'abattre «*comme une chienne*».

Au bout de six jours de détention elle avait été informée des charges retenues contre elle et envoyée devant les tribunaux. Elle avait toujours nié les faits qui lui étaient reprochés et son avocat avait présenté des preuves montrant qu'elle n'avait pas participé aux infractions violentes dont elle était accusée.

La libération de Magdalena García Durán est intervenue à la suite d'une série d'injonctions demandant qu'elle soit relâchée. Le 11 août 2006, un tribunal fédéral chargé de réexaminer cette affaire avait accordé à la défense une injonction qui n'a pas été respectée. Le 7 novembre 2006, une deuxième injonction avait été prononcée au niveau fédéral pour insuffisance de preuves, mais au niveau de l'État le juge n'avait pas ordonné la libération de Magdalena García Durán. En janvier 2007, une juridiction fédérale supérieure avait confirmé la première injonction. Cette décision n'avait pas non plus été appliquée.

Amnesty International estime que Magdalena García Durán a été maintenue en détention de manière prolongée pour des motifs politiques, et que cette détention était totalement injustifiée. Les autorités n'ont pas apporté de preuves à l'appui de leurs accusations et certains éléments incitent à penser que les rares éléments de preuve disponibles avaient été forgés de toutes pièces.

L'organisation reste préoccupée par le sort de plus de 150 personnes inculpées à la suite de manifestations à San Salvador Atenco, et par celui de vingt détenus poursuivis en justice pour les mêmes raisons que Magdalena García Durán et sur la base des mêmes éléments de preuve.